

RAMAU

Réseau activités
et métiers
de l'architecture
et de l'urbanisme

Résumés

**La gestion des espaces bâtis et aménagés
à l'heure du développement durable :
pratiques, évolutions, enjeux**

**Rencontres RAMAU
13 et 14 octobre 2014**

Grande Arche de La Défense, Arche Sud, salle 2

Cette rencontre est organisée avec le soutien de la Région Île-de-France, du Ministère de la Culture et de la Communication, de l'Université Paris Lumières, de l'UMR Lavue CNRS 7218 et de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-La Villette. Elle est accueillie par le Ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie - PUCA

 **île de France**
Demain s'invente ici


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
**Culture
Communication**


UNIVERSITÉ
PARIS LUMIÈRES

Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement

UMR CNRS 7218


ensa paris la villette

PUCA
plan
urbanisme
construction
architecture

La gestion des espaces bâtis et aménagés à l'heure du développement durable : pratiques, évolutions, enjeux

Rencontres RAMAU

13 et 14 octobre 2014

Grande Arche de La Défense, Arche Sud, salle 2

Résumés des contributions et présentation des intervenants

Après des journées consacrées aux « métiers de l'architecture et de l'urbanisme à l'épreuve de l'implication des habitants et usagers » en 2012 et aux « savoirs et modèles de l'urbanisme et de l'architecture durables » en 2013, l'objectif de ces rencontres Ramau 2014 est de réfléchir aux rapports qu'entretiennent durabilité et « gestion » dans le champ de l'aménagement urbain et de l'architecture. La prise en compte du développement durable dans les opérations architecturales, urbaines et paysagères semble en effet accroître la préoccupation pour les logiques de gestion dans les processus de projet.

Les domaines traditionnellement dévolus à la gestion comme les budgets (investissements, consommations) ou les rapports locatifs ou résidentiels se complexifient en raison d'un intérêt accru accordé à l'environnement. Parallèlement, s'opère un glissement vers de nouveaux enjeux, notamment celui d'appréhender la pertinence des projets dans une perspective d'ajustement répétés in situ entre les attentes des destinataires et les services rendus par le cadre bâti ou aménagé. Ces préoccupations conduisent à un questionnement accru concernant la « performance », la « rentabilité » ou encore la « pertinence » des projets. La manière de penser les figures des « habitants », « usagers » ou « utilisateurs finaux », de les convier pour donner avis ou co-construire des projets, devient un enjeu majeur pour les acteurs patentés. Dans ce contexte, comment évoluent les compétences, les métiers, les pratiques ou l'organisation des systèmes d'acteurs ? Comment sont associés utilisateurs et gestionnaires ? Qu'en est-il de l'anticipation de la gestion des divers dispositifs spatiaux et techniques lors du projet (de construction neuve ou de rénovation), notamment lors de la conception ? Comment est organisée la gestion après la livraison des bâtiments et des autres espaces aménagés ? Des évaluations des dispositifs sont-elles mises en place et comment ? Ce sont toutes autant de questions posées par ces Rencontres RAMAU 2014.

Lundi 13 octobre

Session inaugurale

- **Lectures croisées autour de la gestion des espaces bâtis et aménagés à l'heure du développement durable**

Discutant : Ludovic HALBERT, Ecole des Ponts ParisTech, Université de Paris Est Marne La Vallée, Laboratoire Techniques Territoires Sociétés (LATTS)

Géographe, Ludovic HALBERT est chargé de recherche du CNRS. Ses recherches s'attachent à décrire les liens entre la transformation des systèmes productifs, notamment la mutation de l'organisation des entreprises, et l'évolution des espaces urbains. Pour cela, il analyse le déploiement spatial des entreprises, le rôle de la filière de production de l'immobilier d'entreprise ou encore les politiques d'aménagement et de développement économique menées par les pouvoirs publics.

L'espace comme enjeu de gestion. Renouvellement du questionnement dans le contexte de la ville durable - Michael FENKER, directeur du Laboratoire Espaces Travail (LET - UMR LAVUE), Ensa de Paris La Villette, membre du secrétariat scientifique du réseau

Envisager la contribution de la pensée « gestionnaire » au thème de la durabilité des espaces bâtis et aménagés paraît particulièrement profitable, et cela autour de deux interrogations centrales de cette discipline : l'approche de la valeur d'un bien et celle de son coût. La valeur de l'espace ne procède pas seulement de la nature intrinsèque de l'espace mais aussi de la rencontre entre ses dispositions, ses potentialités, et des occasions qui, seules, lui permettent d'offrir ses qualités. Cela impose à sa gestion de rechercher, dans son usage, une optimisation pour le moins complexe. L'approche qui consiste à appréhender l'espace comme une ressource ouvre des perspectives intéressantes pour penser sa pertinence, son efficacité, mais aussi les conditions de sa mobilisation. Une approche des coûts dans la perspective de durabilité suppose les évaluations *ex ante* des réalisations à venir, qui elles-mêmes supposent des évaluations *ex post*. L'expansion des approches « gestionnaires » permet de ce fait de développer tout un ensemble de dispositifs et de méthodes d'évaluation. Ceux-ci sont assez largement étrangers aux analyses de la valeur ordinairement pratiquées. Le *benchmarking* en est un bon exemple ; et la considération du cycle de vie des équipements, de leur coût de fonctionnement, plutôt que de celui du seul investissement d'origine, en est également une forme particulièrement significative.

Michael FENKER est architecte, docteur en sciences de gestion, chercheur à l'Ecole nationale supérieure d'architecture Paris-La Villette, directeur du LET-UMR LAVUE. Ses travaux portent sur l'espace comme ressource dans les organisations destinataires des projets et sur les savoirs et modes de coopération des acteurs de la production architecturale et urbaine. Dans le cadre des recherches en cours, il étudie les démarches de fabrication de quartiers durables, en s'intéressant aux modalités d'implication des habitants, à l'ingénierie de projet et aux processus d'apprentissage collectif.

Entreprises de services urbains. Aménageurs de la ville : la bataille des modèles socio-économiques - Taoufik SOUAMI, Laboratoire Techniques Territoires Sociétés (UMR LATTS), Université de Paris-Est

La montée des préoccupations environnementales dans la fabrication urbaine a replacé les entreprises de services urbains (eau, énergie...) au centre du milieu et de l'économie de l'aménagement. D'acteurs discrets, voire secondaires, elles se retrouvent au cœur de nombreux dispositifs de décision car considérées comme les plus aptes, techniquement et financièrement, à mettre en œuvre les dispositifs environnementaux. Par ailleurs, ces entreprises connaissent une transformation de leurs marchés avec la réduction des consommations qui sont imposées ou annoncées, par l'annonce de la fin des réseaux ou encore la réduction de leur rôle au bénéfice des régies. Cet article examine l'hypothèse d'une offensive des entreprises de services urbains pour investir, voire dominer, la fabrication et la gestion urbaines. Pour cela,

plusieurs indices sont analysés, en particulier les nouveaux modèles technico-économiques qu'elles étudient face aux modèles classiques des entreprises d'aménagement et de promotion immobilière.

Taoufik SOUAMI est professeur à l'Institut Français d'Urbanisme (Université Paris Est Marne) et membre du LATTs (Ecole des Ponts ParisTech). Ses travaux portent sur l'intégration de l'environnement et du développement durables dans les pratiques professionnelles en urbanisme à l'intersection du technique et du socio-économique. Une partie de ses recherches traitent des organismes et des entreprises qui contribuent à la fabrication urbaine. <http://www.latts.fr/taoufik-souami>

1^{ème} session

- **La gestion des espaces bâtis et aménagés, et les transformations de l'action publique**

Discutante : Elisabeth CAMPAGNAC, Laboratoire Techniques Territoires Sociétés (LATTs), Université de Paris-Est

Elisabeth CAMPAGNAC, juriste et sociologue (HdR en sociologie), est aujourd'hui chercheuse associée au Laboratoire Techniques, Territoires et Société (LATTs) (Ecole des Ponts-Université de Paris Est). Elle a travaillé dans ce laboratoire comme chercheur de 1981 à 2013. Ses travaux ont d'abord été consacrés à la sociologie du travail et des acteurs dans le secteur de la construction ; puis à l'analyse comparée des Partenariats Publics Privés. Dernière Publication : *Evaluer les partenariats public-privé en Europe* (sous la direction de) Presses de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (2009).

Copropriétés : concilier image et usages. Convention qualité constructions neuves à Plaine commune - Véronique GUILLAUMIN, Déléguée générale de l'association Forum des politiques de l'habitat privé, ancienne Directrice de l'habitat à Plaine Commune

Le rapport Braye a souligné la nécessité de mettre en place des outils de prévention des copropriétés en difficulté. Sur 7 millions de logements en copropriété en France, environ un million est en situation de fragilité. Dès 2003, Plaine Commune (93) mène une démarche préventive. C'est une stratégie de prévention, de réduction des risques et d'optimisation de la gestion ultérieure des futures copropriétés. Un *process* interne est mis en place. Le volet amélioration de la conception juridique de la copropriété est exploré avec quelques promoteurs et syndicats. En lien avec le Plan Climat Energie Territorial, les conventions qualité constructions neuves et réhabilitation sont adoptées en juin 2011. Une véritable action de conviction est à mener pour chaque nouveau projet de construction neuve afin que « l'image » ne vienne pas s'imposer à « l'usage ». Aménageurs et architectes sont en effet souvent plus soucieux de l'image de la copropriété qu'ils produisent que de la qualité d'usage du futur bâtiment qu'ils livreront. Le concept « une copropriété = 1 parcelle cadastrale » est fréquemment mis à mal.

Véronique GUILLAUMIN est Déléguée générale de l'association Forum des politiques de l'habitat privé depuis 2012. Elle a été Directrice de l'habitat à la communauté d'agglomération Plaine Commune (93) (2004-2012), après avoir été Chef du service Hygiène-Habitat à la ville de Saint-Denis (93) (1992-2004). www.forumhabitatprive.org

Le *partnering*, prévention des conflits dans le cadre de projets urbains - David ROSS, urbaniste, Ville de Montréal

La ville rassemble un ensemble de gens et de groupes qui ont des besoins, des intérêts et des objectifs divers, parfois complémentaires, parfois contraires. Un arbitrage continu s'effectue entre ces besoins, ces intérêts et ces objectifs. C'est pourquoi des conflits peuvent survenir à tout moment, mettant ainsi en péril la planification et la réalisation de projets urbains. S'il est impossible d'éradiquer les conflits, il est possible d'en diminuer la fréquence et l'intensité grâce à des méthodes de prévention des conflits, comme le *partnering*. Cette méthode est parfois utilisée, en Amérique du Nord principalement, afin de prévenir l'apparition de conflits lors de projets d'aménagement. Conçue pour l'industrie de la construction, elle s'applique rapidement et est adaptée à la présence de multiples parties prenantes provenant d'horizons divers. Elle a été utilisée avec succès dans le cadre du projet d'aménagement du Quartier des spectacles, à Montréal.

David ROSS travaille pour la Ville de Montréal depuis 2002. Il détient deux maîtrises décernées par l'Université de Montréal, l'une en urbanisme et l'autre en montage et gestion de projets d'aménagement. Il est l'un des gestionnaires du projet d'aménagement du Quartier des spectacles — secteur de la Place des Arts. Il contribue aussi au programme de la maîtrise en gestion de projets d'aménagement de l'Université de Montréal depuis 2008.

2^{ème} session

- **Immobilier d'entreprise et bâtiments publics : quelles transformations induites par la durabilité dans les pratiques des gestionnaires ?**

Discutant : Michael FENKER, directeur du Laboratoire Espaces Travail (LET - UMR LAVUE), Ensa de Paris La Villette, membre du secrétariat scientifique du réseau

La redéfinition du rapport à l'usage pour les prestataires externes - Marie Cécile PUYBARAUD, Director Global Workplace Innovation Johnson Controls

Marie Cécile PUYBARAUD est directrice de Global Workplace Innovation pour Johnson Controls GWS, depuis 2004. Expert dans le domaine du Facilities Management, elle dirige le Programme Workplace Innovation qui a pour objectif de construire une recherche fondamentale et appliquée sur les tendances d'évolution des lieux de travail. Avant d'occuper son poste au sein de Johnson Controls, Marie Cécile PUYBARAUD était chercheuse à l'University of Western England. www.globalworkplaceinnovation.com

Changements professionnels et réorganisation des entreprises face aux injonctions liées aux enjeux environnementaux et énergétiques - Jean-Philippe FOUQUET, Centre d'Expertise et de Transfert de l'Université (CETU) ETICS et laboratoire CITERES (UMR-CNRS), Université François Rabelais de Tours

Notre communication porte sur plusieurs exemples de mise en œuvre et de recours à des innovations / dispositifs techniques visant à une meilleure maîtrise des consommations d'énergie au sein d'entreprises. D'une entreprise spécialisée dans la commercialisation de solutions innovantes de gestion des énergies à d'autres, moins avancées sur les enjeux de l'énergie, nos travaux interrogent les étapes de conception et d'instrumentation, jusqu'à celles d'information et de communication à l'ensemble des occupants des bâtiments. Il s'agit de comprendre comment la thématique de l'énergie est appréhendée par la gouvernance, ses attentes en termes de comportements des occupants. Ces travaux s'intéressent également au point de vue des salariés et mettent en évidence des perceptions contrastées. Au-delà de l'adhésion à des politiques de maîtrise énergétique cohérentes au regard des enjeux contemporains, ils pointent un ensemble de désagréments à analyser comme autant d'indices de la difficulté à s'adapter au quotidien aux contraintes spatiales et sociales induites par les logiques de sobriété énergétique et aux outils de pilotage qui permettent la maîtrise de la demande énergétique. Adhésion, rejet ou interrogation, ce regard croisé entre occupants aux profils pluriels traite du rapport à la technique et de la place que le concepteur du système accorde à chacun des acteurs. Les enjeux sont là. Le salarié, simple utilisateur ou élément central du dispositif technique ?

Jean-Philippe FOUQUET est docteur en Sociologie et ingénieur de recherches, co-responsable du CETU ETICS depuis sa création en 2007. Il est chercheur associé au sein du laboratoire CITERES (UMR CNRS 7324) à l'Université François-Rabelais de Tours. Sociologue du travail, il est très investi sur la thématique des changements et des pratiques, notamment dans des contextes de recompositions et/ou de fortes injonctions liés aux enjeux environnementaux et énergétiques. Menant des travaux de recherche au sein des sphères privée, publique et professionnelle, il s'intéresse aux impacts sociaux — collectifs et individuels — des changements, à l'identification des facteurs favorables et défavorables à l'acceptabilité.

Les entreprises utilisatrices et la performance énergétique : le rôle des directions immobilières - Pascal PLOTEGHER, (FRICS) Membre du conseil de l'immobilier de l'État, Ancien Directeur de l'immobilier, Essilor International

Pascal PLOTEGHER est architecte DPLG Honoraire et diplômé de l'ESSEC, il est distingué *Fellow* de la Royal Institution of Chartered Surveyors (FRICS), organisation professionnelle internationale des métiers de l'immobilier, dont il a été Président

pour la France de 2008 à 2011. Il intervient à l'ESSEC, dans le Master Management Immobilier, et à l'école des Ponts ParisTech dans le Master Immobilier, Bâtiment, Energie. Ancien Directeur de l'immobilier d'Essilor International, il a également été responsable des programmes à Bouygues Immobilier, et directeur des grands projets immobiliers chez Renault. Il est membre du conseil de l'immobilier de l'État, organe consultatif indépendant auprès du Ministère des Finances qui suit et évalue l'avancement de la démarche de modernisation ainsi que l'optimisation de la gestion du parc immobilier de l'État et de ses opérateurs.

Mardi 14 octobre

3^{ème} session

- **Changement de postures, changement de pratiques : les professionnels en transition**

Discutant : Niels ALBERTSEN, Centre de Recherche Urbaine Stratégique, École d'Architecture d'Aarhus

Niels ALBERTSEN est Professeur, MSc (sciences politiques), à l'école d'architecture d'Aarhus (aarch.dk). Depuis 2004, il est co-directeur du Centre de Recherche Urbaine Stratégique (www.byforskning.dk). Il a été directeur du *Welfare City Project* (1997-2002) et directeur de l'Institut du Paysage et de l'Urbanisme (2002-2011). Ses recherches sont au carrefour des théories urbaine et sociale, des théories de l'architecture et de la conception, de la sociologie des professions (de l'architecture), de la sociologie et la philosophie de l'art, et s'intéressent à l'interdisciplinarité.

L'inondation : contrainte ou opportunité ? La posture des métiers de l'urbanisme face au projet urbain en zone inondable - Mathieu BONNEFOND, École supérieure des géomètres et topographes - CNAM, Mathilde GRALEPOIS et Sofia GUEVARA, Université de Tours, Polytech'Tours, Département Aménagement, Sylvain RODE, Université Via Domitia de Perpignan, Département Géographie et Aménagement

Depuis les années 90, l'intégration du risque d'inondation par les professionnels de l'urbanisme (architectes-urbanistes, paysagistes, promoteurs...) se transforme. L'état de l'art académique et professionnel montre que le potentiel paysager et innovant des projets d'aménagement urbain en zone inondable sous-estime la menace de l'inondation au profit d'un urbanisme dit « résilient ». Les quartiers Saint Serge (Angers) et les berges de la Robine (Narbonne) constituent des archétypes de l'évolution. On passe d'une intégration purement réglementaire de l'inondation par des adaptations architecturales au niveau des bâtiments (rehaussement des rez-de-chaussée, cuvelage des parkings...) à l'intégration de l'inondation dans la conception du projet urbain. Malgré ce changement d'échelle, l'approche reste purement technique. Les professionnels de la modélisation hydraulique restent des experts incontournables dans l'aide à la conception des aménagements paysagers et urbains. Alors que l'urbanisme résilient devrait amener une approche globale du quartier, l'approche technique et réglementaire établit des contraintes pour les urbanistes qui cherchent à concevoir un espace fonctionnel et agréable à vivre même (et surtout) « hors » épisode d'inondation.

Mathieu BONNEFOND est maître de conférences à l'École Supérieure des Géomètres et Topographes du Conservatoire National des Arts et Métiers. Il conduit ses recherches sur le fonctionnement et la gestion des cours d'eau aménagés, la mise en œuvre des politiques de protection de l'environnement et du paysage et la régulation du foncier. Il coordonne l'équipe « foncier » au sein du Laboratoire Géomatique et Foncier, ainsi que deux projets de recherche sur les cours d'eau dans le bassin de la Maine.

Mathilde GRALEPOIS est maître de conférences à l'Université de Tours, au Département d'aménagement et chercheuse au Laboratoire CITERES. Ses enseignements et ses recherches portent sur les politiques publiques locales de prévention des

risques, et notamment les transformations de la gouvernance entre services d'État et services communaux. Elle a publié *Face aux risques d'inondation. Entre prévention et négociation*, Ed. rue d'Ulm, Paris, 2012.

Ingénieur d'études dans le projet PRECIEU, Sofia GUEVARA est diplômée en sciences politiques de l'IEP de Rennes et en Sciences Sociales de l'EHESS. A travers son stage de fin d'études et son master recherche, elle s'est spécialisée sur la question des risques d'inondation en milieu urbain. Dans le cadre de ses missions professionnelles, elle a également travaillé sur la question de l'habitat et du foncier en France.

Sylvain RODE est maître de conférences en aménagement et urbanisme à l'Université de Perpignan Via Domitia. Membre du laboratoire ART-Dev (UMR 5281), ses recherches portent notamment sur la prise en compte des cours d'eau et du risque d'inondation dans l'aménagement. Il est co-responsable scientifique du projet de recherche PRECIEU (financement Ministère de l'Ecologie).

Les professionnels du SPANC, entre application des normes de développement durable et résistance des usagers - Jérôme ROLLIN, Université Lyon 2, Institut d'urbanisme de Lyon, Laboratoire Triangle - UMR 5206

Les services publics d'assainissement non collectif ont pour mission de vérifier la qualité des installations individuelles de traitement des eaux usées des cinq millions d'habitations qui ne sont pas reliées à un réseau d'égouts. Nous montrerons, à travers trois études de cas en Provence et Haute-Savoie, qu'ils développent et articulent des ressources juridiques, humaines, cognitives et financières, de façon complexe et différenciée, pour faire face à une situation de fortes tensions. D'une part, une analyse de la construction historique de la politique soulignera que l'injonction au développement durable s'inscrit dans un contexte réglementaire déjà rigoureux et marqué par une forte dimension sanitaire et environnementale. L'exigence de transversalité qu'elle formule est difficile à respecter. D'autre part, des observations non participantes permettront de caractériser les problèmes d'acceptabilité dont souffre la politique publique auprès des usagers puisque le travail des professionnels est d'effectuer, au sein des propriétés privées, des contrôles payants pouvant aboutir à une ferme incitation à la réalisation de lourds travaux de réhabilitation. Nous verrons enfin, que, malgré cette double difficulté, professionnels et usagers arrivent à trouver des accords, sur la base de justifications liées aux valeurs du développement durable, pour l'application de la politique publique.

Jérôme ROLLIN a obtenu son doctorat d'urbanisme et d'aménagement en 2013 à l'Université Lyon 2. Sa thèse porte alors sur la professionnalisation d'un champ émergent des politiques environnementales, l'assainissement non collectif. Il est actuellement attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Institut français d'urbanisme (Université Paris-Est Marne-la-Vallée). Il oriente ses travaux vers l'analyse de la reconfiguration de l'ingénierie publique territoriale et ses conséquences sur les acteurs sociaux, en particulier les professionnels et les usagers.

Pour une meilleure prise en compte des enjeux de gestion et d'usages dans la conception des espaces bâtis et aménagés - Alice COLLET et Marie LLORENTE, Département Economie et Sciences Humaines, CSTB, Université Paris Est

L'intégration des enjeux de gestion urbaine dans les projets de construction et de restructuration d'espaces urbains et bâtis, pourtant au cœur de leur durabilité, ne va pas de soi. L'objectif de cette communication vise dans un premier temps à analyser les freins à leur prise en compte, qui sont notamment d'ordre culturel et organisationnel et font perdurer un clivage historique entre les métiers de la conception et de l'exploitation. D'autre part, si la politique de la ville et la rénovation urbaine ont favorisé la reconnaissance progressive de ces enjeux, elles n'ont toutefois pas suffi à en affirmer le caractère stratégique et ont pu même en appauvrir le sens. Enfin, cette communication esquissera des perspectives d'amélioration pour la conception de la gestion urbaine mais aussi plus largement pour l'évolution des organisations et des métiers de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre et de la gestion.

Alice COLLET est diplômée de l'Ecole de Management de Lyon, de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et de l'Institut d'Urbanisme de Paris. Chercheure-consultant au CSTB depuis 2010, elle intervient notamment dans des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur l'organisation de la gestion urbaine, l'élaboration de projets de renouvellement

urbain et de projets résidentiels. Ses recherches portent sur la gestion urbaine, la territorialisation de l'action publique locale et le management de projet.

Marie LLORENTE est docteur en économie, chercheuse-consultant au CSTB depuis 2007. Après avoir investie le champ de la gestion urbaine des services publics en réseau, elle travaille sur le renouvellement des approches économiques dans le champ de l'aménagement urbain. Ses recherches portent sur les modes organisationnels de l'aménagement et sur une approche en termes de « bilan global ». Elle s'intéresse également à la question du développement économique dans le cadre de la rénovation urbaine.

4^{ème} session

- **Les professionnels de la conception architecturale et urbaine face aux habitants « gestionnaires »**

Discutante : Judith LE MAIRE, Faculté d'Architecture La Cambre-Horta, Centre des Laboratoires Associés pour la Recherche en Architecture, Université Libre de Bruxelles

Judith LE MAIRE, est architecte et docteur en architecture de l'Université Paris I La Sorbonne. Sa thèse a été primée par l'Académie Française d'Architecture et publiée en 2014 sous le titre, *Lieux, biens, liens communs. Emergence d'une grammaire participative en architecture et urbanisme, 1904-1969*, aux Editions de l'Université de Bruxelles. Elle enseigne le projet dans l'atelier AOC Architecture, Outils de conception, de la Faculté d'Architecture de l'ULB et y dirige le Centre des Laboratoires Associés pour la Recherche en Architecture, CLARA. Elle a apporté son expertise au Service Facilitateur des Quartiers Durables de Bruxelles Environnement pendant plusieurs années.

Le relogement dans les nouveaux territoires de l'urbain. Les espaces intermédiaires en tant que moteurs de dynamiques de gestion collective - Paula PETIZ, Centro de Estudos de Arquitectura e Urbanismo (CEAU), Faculdade de Arquitectura da Universidade do Porto

Le PER - Programme Spécial de Relogement, lancé au Portugal en 1993, a pour objectif l'éradication de l'habitat insalubre dans les Aires Métropolitaines de Lisbonne et Porto. Dans le Grand Porto la plupart des locataires sont d'anciens habitants des *'ilhas'* (sans traduction), un type d'habitation ouvrière apparu au XIX^e siècle dans la ville consolidée (construction informelle) qui s'est développée au XX^e siècle. A partir de deux opérations de logements à Grand Porto — *R. da Seara* (132 logements+petits équipements) et *Monte Espinho* (108 logements+petits équipements) - je me propose de mettre en relation les démarches de conception avec l'observation de la manière dont les habitants se sont appropriés les espaces intermédiaires. L'objectif est de raisonner sur l'ensemble des options offertes par la conception des espaces intermédiaires et la façon dont les habitants investissent ces espaces, en questionnant la conception et l'influence en ce qui concerne la gestion des dispositifs matériels.

Paula PETIZ est architecte et enseignante à la FAUP-Faculté d'Architecture, Université de Porto, et chercheuse au CEAU-Centre d'Etudes d'Architecture et d'Urbanisme (FAUP). La présentation - Le relogement dans les nouveaux territoires de l'urbain. Les espaces intermédiaires en tant que moteurs de dynamiques de gestion collective - s'appuie sur les recherches menées dans le cadre d'une thèse qui porte sur la production des logements dans le contexte du PER/Grand Porto/1993-2007.

L'habitant et la fabrication énergétique des écoquartiers. Processus, conception, réception - Isabelle GRUDET, Laboratoire Espaces Travail (LET -UMR LAVUE), Ensa de Paris La Villette

Cette communication s'appuie sur les premiers résultats d'une recherche en cours intitulée « L'habitant et la fabrication énergétique des écoquartiers. Processus, conception, réception » (Programme IMR du Ministère de la culture, financement VERI, CSTB, MCC). Partant du constat que les usages dans les logements constituaient un facteur déterminant pour atteindre les objectifs fixés de performance énergétique, cette recherche questionne le rôle joué par l'implication des habitants dans la définition du projet énergétique et lors de sa réception. A partir de quatre études de terrain et d'une enquête statistique,

nous présenterons nos premiers éléments de réponse aux questions suivantes : Dans quelle mesure la question énergétique est-elle traitée dans les dispositifs participatifs ? A quelles difficultés les professionnels ou les participants sont-ils confrontés sur cette thématique particulière ? La prise en compte de la dimension énergétique dans les dispositifs participatifs a-t-elle des effets sur la gestion par les habitants ou les professionnels des équipements réalisés ?

Isabelle GRUDET, architecte dplg et docteure en architecture, est ingénieure de recherche du Ministère de la culture et travaille à l'ENSA de Paris- La Villette, au sein du Let-Lavue- cnrs 7218. Au sein du Let comme du réseau Ramau dont elle est membre du comité scientifique, elle travaille sur la prise en compte du durable dans les projets architecturaux et urbains. Elle dirige actuellement une recherche intitulée « L'habitant et la fabrication énergétique des écoquartiers. Processus, conception, réception » dans le cadre du programme Ignis Mutat Res du ministère de la culture.

Renouveler l'approche de la relation entre architecture et technique grâce au regard de l'utilisateur - Marine MORAIN, architecte-ingénieur, Arbor&sens, LYON

Depuis 10 ans les bâtiments basse consommation, puis passifs, et désormais positifs se multiplient. Et comme les bâtiments BBC de 2005 sont devenus la norme aujourd'hui, ils vont se généraliser. La question de leur réelle efficacité a déjà été posée. Elle est d'ailleurs toujours abordée du point de vue consommations et coûts. Pour le reste, ces bâtiments restent muets. Or, interroger la vie des habitants permet parfois de comprendre l'imprévisible déception énergétique. Cela permet aussi de relativiser notre savoir et de renforcer notre rôle de concepteur dans une complexité qu'aucun modèle théorique n'a aujourd'hui les moyens de restituer sur des opérations ordinaires. Collecter l'information, la traiter de façon théorique pour observer les « écarts » entre les modèles qui s'imposent à nous et les usages observés, pour concevoir en bonne intelligence avec les usages, et donc les usagers... C'est une autre approche du projet architectural, responsabilisante, donc un peu effrayante. Mais la société nous responsabilisera quoi qu'il en soit, alors : anticipons.

Marine MORAIN est ingénieur et architecte, co-gérante d'Arbor&sens, une agence pluridisciplinaire installée depuis plus de 10 ans sur la région lyonnaise. Elle se spécialise d'abord dans l'architecture écologique et sobre en énergie, puis étend, avec son équipe, ses travaux de recherche et ses réalisations à une approche participative et à la sociologique de l'énergie et de l'architecture. Elle enseigne aussi le projet architectural durable à l'école nationale supérieure d'architecture de Lyon.

Les sciences sociales et les innovations dans les métiers de l'environnement - Daniel DUNET, Pôle environnement et socio-économie de Véolia recherche et innovation (VERI)

En recherche appliquée le maître mot est le déploiement. Considéré comme un critère de réussite, couronnant des années de projet de recherche, le déploiement consiste à installer l'innovation, avec succès, dans les sites cibles. Or, l'innovation qui est actuellement essentiellement de nature technologique, a pratiquement toujours un impact sur le travail et l'organisation des structures dans laquelle elle est introduite. C'est-à-dire sur les hommes et femmes qui travaillent dans ces mêmes structures, mais aussi sur les clients ou le grand public, selon les orientations de la dite innovation. Fort de ce constat, Veolia Recherche et Innovation (VERI) a intégré depuis bientôt 10 ans, au sein de son organisation, une équipe de recherche spécialisée en Sciences Humaines, et plus précisément en sociologie des organisations, et en ergonomie cognitive et IHM. De nombreuses questions sont adressées à ces disciplines : comprendre comment l'innovation s'insère dans le système existant ; identifier les freins et leviers potentiels à l'acceptation d'une innovation ; identifier les acteurs principaux sur lesquels s'appuyer pour favoriser l'appropriation de l'innovation par les acteurs concernés ; accompagner la mise en œuvre d'une innovation du point de vue humain, etc. Trois exemples sont présentés pour mettre en avant, de manière concrète la mise en pratique de la sociologie et de l'ergonomie dans les projets de recherche dans les métiers de l'environnement : les projets Tri-Télé-Opéré (TTO), Ango-Light et Reflexe (Smartgrid).

Daniel DUNET, ingénieur agronome de formation. Ancien Directeur Associé du cabinet d'études BIPE où il a développé une expertise sur l'économie de l'environnement, il rejoint en 2011 Veolia Environnement Recherche et Innovation (VERI). Il est responsable du Pôle « Environnement et Socio-Economie » qui regroupe des chercheurs en évaluation d'impacts environnementaux (Analyse de Cycle de Vie), en sciences humaines et économiques. Dans le domaine des sciences sociales, les expertises mobilisées au sein de son équipe sont la sociologie des organisations et l'ergonomie (cognitive et IHM principalement). La mise en œuvre de ces disciplines dans les projets de recherche de VERI contribue à favoriser

l'acceptabilité des innovations et à accompagner le changement dans les structures et organisations où celles-ci sont déployées.

5^{ème} session

- **Pratiques de gestion et nouvelles préoccupations pour les usages dans l'espace public**

Discutant : Laurent MATTHEY, Département de géographie et environnement de l'Université de Genève

Laurent MATTHEY est docteur en géographie de l'Université de Lausanne. Professeur assistant au département de géographie et environnement de l'Université de Genève, il enseigne aussi à l'Université de Neuchâtel. Il est également directeur de la Fondation Braillard Architectes à Genève, actif dans les domaines des sciences de la ville et de la conservation du patrimoine. Laurent Matthey réalise des recherches dans les domaines des politiques urbaines, de la production des paysages de ville et des nouvelles modalités de l'urbanisme.

Concepteurs et projets urbains durables : conditions d'intégration des préoccupations de gestion et d'usage des espaces construits - Silvère TRIBOUT, Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement (LAVUE UMR CNRS), Equipe MOSAÏQUES - Université Paris Ouest-Nanterre La Défense

Cette contribution interroge les conditions d'intégration des préoccupations de gestion des dispositifs matériels et des usages par les concepteurs de projets urbains. Elle s'appuie sur une observation participante menée dans une agence parisienne d'architecture, d'urbanisme et de paysage (2010- 2013). Analysant un cycle de réflexion interne autour des eaux pluviales dans les projets urbains, je montrerai qu'il existe un consensus chez les concepteurs de l'agence observée, qui rappellent les inadéquations fréquentes entre usages, modes de gestion et objectifs des dispositifs proposés. Certaines conditions pas toujours remplies apparaissent pourtant nécessaires pour réduire ces inadéquations : la clarification des objectifs de ces projets ; le partage et l'appropriation de ces objectifs par tous (entreprises, gestionnaires et usagers) ; la maîtrise des connaissances et compétences nécessaires pour mettre en œuvre les dispositifs adéquats.

Silvère TRIBOUT est géographe-urbaniste, doctorant au Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement (Equipe Mosaïques — U. Paris Ouest Nanterre La Défense), et ATER en Géographie et Aménagement à l'Université Lille 1. Son travail porte sur l'évolution des pratiques professionnelles des concepteurs au contact du développement durable. Il a publié en 2013, l'article intitulé « Quels freins à la participation des habitants du point de vue des concepteurs ? », dans les cahiers RAMAU n°6.

Les eaux pluviales dans les espaces publics : une évolution des usages et des modes de gestion - Juliette CHAUVEAU et Taoufik SOUAMI, Laboratoire Techniques Territoires Sociétés (LATTS), Université de Paris-Est

L'intégration des dispositifs de gestion des eaux pluviales dans les espaces publics est en pleine expansion depuis les années 1990. Naves, bassins de rétention et de loisirs, place minérale inondable... sont autant d'ouvrages mêlant des fonctions et des usages peu croisés au cours des deux derniers siècles où les approches techniques ont eu tendance à séparer et enfermer les usages des espaces publics dans des dispositifs techniques spécialisés. Ces techniques et espaces multi-usages suscitent de nouvelles interfaces socio-organisationnelles de la part des gestionnaires. Cette présentation a pour objectif de questionner l'impact de ces nouvelles techniques sur la gestion des espaces publics. Quatre aspects de l'évolution de la gestion des espaces publics sont abordés : un nouvel organigramme des gestionnaires, la mise en place de nouveaux dispositifs de coordination, le partage d'outils techniques et l'évolution de la culture professionnelle des services.

Juliette CHAUVEAU est doctorante en urbanisme au Laboratoire Techniques Territoires et Sociétés (LATTS). Elle a publié avec L. Monier, « Analyse critique de l'exploitation des techniques alternatives en partie privée », 8^{ème} Conférence Internationale de Novatech - Session A8 - Perception des Usagers, Juin 2013, Lyon, France. <http://latts.fr/juliette-chauveau>

Taoufik SOUAMI est professeur à l'Institut Français d'Urbanisme (Université Paris Est Marne) et membre du LATTS (Ecole des Ponts ParisTech). Ses travaux portent sur l'intégration de l'environnement et du développement durables dans les

pratiques professionnelles en urbanisme à l'intersection du technique et du socio-économique.
<http://www.latts.fr/taoufik-souami>

Quand la gestion et le jardinage sont revendiqués comme processus de conception des espaces publics, évolution des cultures professionnelles et condition de performances ? - Armelle VARCIN, Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille, Laboratoire Conception Territoire Histoire (LACTH)

Depuis les années 90, les modes de productions horticoles, les techniques de gestion et les dynamiques spontanées des végétaux ont été mis à l'honneur en tant que composantes majeures de la création des villes. Dans un contexte qui revendique de plus en plus une qualité écologique, on peut s'interroger sur la double contradiction qui se dégage de cette évolution de production spatiale. En effet, comment concilier les dynamiques naturelles avec les pratiques culturelles et culturelles du jardin d'une part, et d'autre part, comment comprendre le travail de conception dans une démarche de projet, donc d'anticipation, dès lors qu'il est recherché une très grande autonomie du végétal ? Plusieurs paysagistes et artistes revendiquent par conviction intellectuelle le titre de jardinier, alors que qu'il fut longtemps peu valorisant dans l'échelle sociale, souvent réservé aux personnes en difficulté, et pour le moins, en dehors des débats politiques. À partir la présentation synthétique de réalisations de projets urbains en France et en Europe occidentale, nous chercherons à comprendre cette évolution de culture professionnelle pour nous interroger sur les conditions d'existence, de réception et de pérennité des espaces produits selon ces principes de conception spatiale, où tout se passe comme si la forme et la production matérielle importaient moins que les processus et les dynamiques intellectuelles.

Paysagiste dplg, titulaire d'un DEA en Histoire des techniques, Armelle VARCIN a une expérience de pratique libérale et de collectivité territoriale. Elle a été maître de conférences associée à l'École nationale supérieure du paysage à Versailles durant dix années et, depuis 2007, elle est Maître assistante à l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage à Lille, où elle enseigne notamment le projet pour des étudiants en formation architecture et en paysage, l'histoire de l'art des jardins et les enjeux contemporains du paysage, anime un séminaire sur le risque, la résilience des territoires et le paysage soutenable, encadre des Travaux de fin d'études et s'occupe de relations internationales. Ses recherches portent principalement sur l'eau, la ville, le risque, les aléas et les incertitudes, le paysage, ainsi que les pratiques et cultures professionnelles, à partir d'une approche théorique et d'enquêtes et par des lectures *in situ* des réalisations et espaces publics en France et en Europe.

Synthèse et conclusions par le grand témoin

Florence RUDOLF, professeure des Universités, directrice adjointe de l'équipe d'accueil Amup 7309, chercheure associée au laboratoire Cultures et Sociétés en Europe

Florence RUDOLF est titulaire d'une thèse de sociologie de l'environnement et du risque, qu'elle a obtenu en cotutelle avec l'université de Strasbourg et de Bielefeld. Elle a été maître de conférences en sociologie à l'université de Marne-La-Vallée puis à Strasbourg avant d'être recrutée comme professeure des universités en urbanisme au département d'architecture de l'Insa de Strasbourg. Elle est directrice adjointe de l'équipe d'accueil EA 7309 adossée à l'Ensas et l'Insa de Strasbourg. Ses travaux récents portent sur les changements climatiques à différentes échelles urbaines.

Comité d'organisation

Véronique BIAU, Centre de recherche sur l'habitat (CRH - UMR LAVUE), Ensa de Paris Val de Seine

Véronique BIAU est architecte-urbaniste en chef de l'Etat, docteur en sociologie, chercheuse à l'ENSA Paris-Val de Seine, directrice du Centre de recherche sur l'habitat, UMR LAVUE, et membre du secrétariat scientifique du Ramau. Ses travaux portent sur les processus et les acteurs de la conception des espaces architecturaux et urbains : organisation de la maîtrise d'oeuvre et attribution des marchés publics en Europe, partenariats public-privé en Grande-Bretagne, politiques municipales d'architecture de prestige, enjeux de qualité dans la production du logement. Avec G. Tapie, elle a publié *La fabrication de la ville. Métiers et organisations*, Parenthèses, 2009.

Michael FENKER, Laboratoire Espaces Travail (LET - UMR LAVUE), Ensa de Paris La Villette, membre du secrétariat scientifique du réseau

Michael FENKER est architecte, docteur en sciences de gestion, chercheur à l'Ecole nationale supérieure d'architecture Paris-La Villette, directeur du LET-UMR LAVUE. Ses travaux portent sur l'espace comme ressource dans les organisations destinataires des projets et sur les savoirs et modes de coopération des acteurs de la production architecturale et urbaine. Dans le cadre des recherches en cours, il étudie les démarches de fabrication de quartiers durables, en s'intéressant aux modalités d'implication des habitants, à l'ingénierie de projet et aux processus d'apprentissage collectif. Il est membre du secrétariat scientifique du Ramau

Isabelle GRUDET, Laboratoire Espaces Travail (LET -UMR LAVUE), Ensa de Paris La Villette

Isabelle GRUDET, architecte dplg et docteure en architecture, est ingénieure de recherche du Ministère de la culture et travaille à l'ENSA de Paris- La villette, au sein du LET-UMR LAVUE. Au sein du Let comme du réseau Ramau dont elle est membre du comité scientifique, elle travaille sur la prise en compte du durable dans les projets architecturaux et urbains. Elle dirige actuellement une recherche intitulée « L'habitant et la fabrication énergétique des écoquartiers. Processus, conception, réception » dans le cadre du programme Ignis Mutat Res du ministère de la culture.

Elise MACAIRE, Laboratoire Espaces Travail (LET - UMR LAVUE), Ensa de Paris La Villette

Elise Macaire est chargée de recherche au Laboratoire Espaces Travail - UMR LAVUE et maître-assistant associée à l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette. Elle travaille sur le renouvellement des pratiques dans le domaine de l'architecture et en particulier sur les modes d'inscription de l'activité architecturale dans le champ culturel, autour des actions artistiques, pédagogiques et participatives. Elle est responsable du Réseau Activités et Métiers de l'architecture et de l'urbanisme - Ramau.

Nadine ROUDIL, Laboratoire Services Process Innovations, Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB).

Nadine ROUDIL est sociologue au département économie et sciences humaines du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) à Paris. Elle est également chercheuse associée au LAVUE (Laboratoire Architecture, Ville, Urbanisme et Environnement UMR 7218). Ses travaux portent sur les politiques publiques et la fabrique de la ville durable. Elle a notamment publié *Habiter la Castellane sous le regard de l'institution. Usages sociaux de la déviance* (Paris, l'Harmattan, 2011).

Hélène SUBREMON, Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés (UMR LATTs), ENPC, UPEMLV

Hélène SUBREMON est docteur en sociologie, chercheur à Ecole des Ponts Paris Tech. Ses travaux portent sur les usages à partir d'une lecture socio-anthropologique de la consommation d'énergie des ménages, des manières d'habiter au regard de l'énergie et de la réception des politiques publiques de l'énergie. Ses terrains les plus récents concernent les petites classes moyennes en Europe et en Afrique du Sud, la précarité énergétique et l'appropriation de bâtiments tertiaires innovants. Elle enseigne également à l'Université Paris-Est et à l'Ecole des Ponts ParisTech et est sollicitée régulièrement pour son expertise au sein de conseils scientifiques et de rencontres professionnelles.

Le réseau RAMAU est un réseau de la recherche architecturale et urbaine du ministère de la Culture et de la communication. Il a pour mission de développer les échanges scientifiques entre chercheurs, comme entre chercheurs, professionnels et responsables territoriaux ou administratifs, sur l'évolution des acteurs et des modes d'action en architecture et urbanisme. Il offre un site d'information : www.ramau.archi.fr et a publié aux éditions de La Villette :

- Organisations et compétences de la conception et de la maîtrise d'ouvrage en Europe, 2000.
- Interprofessionnalité et action collective dans les métiers de la conception, 2001.
- Activités d'architectes en Europe, nouvelles pratiques, 2002.
- Projets urbains. Expertises, concertation et conception, 2006.
- La qualité architecturale. Acteurs et enjeux, 2009.
- L'implication des habitants dans la fabrication de la ville. Métiers et pratiques en question, 2013.
- Savoirs et modèles de l'architecture et de l'urbanisme durables, à paraître en 2015.

Chez d'autres éditeurs :

- Evaluer les partenariats public-privé en Europe. Presses de l'école nationale des Ponts et Chaussées, 2009.
- La fabrication de la ville. Métiers et organisations, Editions Parenthèses, 2009.

Dans la revue Métropolitiques :

- Fabriquer la ville à l'heure de l'injonction au "durable", Actes de colloque, 2012

RAMAU : LET — ENSPLV, 144 avenue de Flandre, 75019 Paris - ramauf@archi.fr www.ramau.archi.fr

RESPONSABLE : Elise Macaire (LET-LAVUE)

SECRETARIAT SCIENTIFIQUE : Véronique Biau (CRH-LAVUE) et Michael Fenker (LET-LAVUE)

CONSEIL SCIENTIFIQUE : Gilles Debizet (PACTE) Laurent Devisme (LAUA) Isabelle Estienne (LACTH) Patrice Godier (PAVE) Isabelle Grudet (LET-LAVUE) Laure Héland (LET-LAVUE) Géraldine Molina (IRTVS) Nadine Roudil (CSTB) Corinne Sadokh (LRA) Hélène Subrémon (LATTS)